



→ QUESTION AU GOUVERNEMENT

INFLATION : DES MESURES SOCIALES URGENTES FACE À LA BOUCLE PRIX-PROFITS

A plus de 6% sur un an, l'inflation a déjà atteint un nouveau record et devrait continuer à augmenter pendant plusieurs mois. Elle est tirée principalement par l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Huile d'olive : +20%. Beurre : +22%. Riz : +25%. Farine : +37%. Sucre : +54%.

Depuis 2017, la hausse des prix de l'énergie atteint même 110% pour le gaz naturel et 140% pour le fioul. Que l'on soit riches ou pauvres, que l'on vive de son travail ou de la rente du capital, l'inflation nous impacte différemment. L'alimentation, le logement et le transport représentent 77% du revenu disponible des 10% les plus pauvres, et moins de 20% de celui des 10% les plus riches. Ainsi, pour les plus pauvres, la hausse des prix représente 13% de leurs ressources. En moyenne, en 2022, les revalorisations des salaires, des pensions et des prestations n'ont pas compensé l'inflation. Les revenus réels du travail baisseraient en 2023 en raison de la baisse des salaires réels et de la contraction des revenus des indépendants.

Plutôt que de soutenir le pouvoir d'achat, le gouvernement organise la « modération salariale ». Il prétend que l'inflation se nourrit d'un boucle « prix-salaires » alors même qu'une analyse historique du FMI contredit cette hypothèse. En conséquence, le pouvoir d'achat par unité de consommation pourrait diminuer de 2% entre fin 2021 et fin 2023, alors qu'il augmentait depuis le début des années 1990 de 1% en moyenne, même malgré la crise Covid (1,1%).

Hausse des prix de l'énergie, goulets d'étranglement dans l'acheminement, désorganisation des chaînes logistiques, pénuries de certaines matières premières, opportunisme de grandes entreprises, ... L'inflation est en réalité bel et bien nourrie par une boucle « prix-profits ». Le taux de marge a explosé dans les secteurs de l'énergie et des transports, dont la hausse des prix se répercute en cascade. Pourtant, une dose maîtrisée d'inflation pourrait avoir des effets limités sur le niveau de vie et avoir au contraire certains effets bénéfiques : l'inflation grignote la dette publique. A condition que l'effort soit supporté par les profiteurs de crise et les rentiers du capital.

En misant sur la casse de la demande pour endiguer l'inflation, le gouvernement prévoit d'en faire payer le prix à celles et ceux qui n'ont que le revenu de leur travail pour vivre. Face aux difficultés du plus grand nombre et compte-tenu des enseignements récents, la stratégie du gouvernement est vouée à l'échec. Qu'attend-il pour en changer ?

Blocage des prix sur les produits de première nécessité, retour des tarifs réglementés sur le gaz et l'électricité et gel des loyers. Hausse du SMIC à 1 600 euros nets et création d'une caisse de péréquation inter-entreprises pour garantir la soutenabilité financière. Dégel et rattrapage du point d'indice des fonctionnaires. Garantie dignité et allocation d'autonomie au niveau du seuil de pauvreté. Voilà autant de mesures à prendre pour répondre à l'inflation.

